Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 144 (1999)
Heft: 6-7

Artikel: Tensions à la frontière albanaise du Kosovo
Autor: Maurer, Pierre
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-348710

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 12.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Tensions à la frontière albanaise du Kosovo

L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), qui compte 55 pays membres, quasiment tous les pays européens avec les Etats-Unis et le Canada, est la descendante de la Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) fondée en 1975, qui était le principal forum Est-Ouest à l'époque de la guerre froide. La transformation a été décidée lors du sommet de Budapest à la fin 1994.

Pierre Maurer[1]

C'est une organisation politique, dont la mission principale est d'œuvrer en faveur de la démocratisation des pays d'Europe dans tous les domaines: droits de l'homme, médias, organisation d'élections libres, prévention des conflits, développement économique, etc. La mission, identique à celle de la CSCE, est devenue pratique et concrète: il s'agit d'assister les anciens pays communistes dans leur transition vers la démocratie. Il y a des missions de l'OSCE dans de nombreux pays ex-communistes, notamment au Tadjikistan, en Ukraine, dans les Balkans, principalement dans des régions où sévissent des conflits.

Le siège de l'Organisation se trouve à Vienne: la Suisse en fait évidemment partie. Il existe une délégation de l'OSCE à Berne, au Département fédéral des affaires étrangères, une autre à Vienne. Des collaborateurs suisses, militaires, policiers, douaniers et diplomates, sont régulièrement envoyés dans ces différents pays. La Suisse, malgré sa petite taille, joue un rôle de pointe qui est très apprécié par la communauté internationale, en particulier dans le domaine de la logistique.

Le conseiller fédéral Cotti s'est trouvé à la tête de l'OSCE en 1996; sa présidence a été reconnue comme exemplaire. Quelques autres Suisses occupent des postes importants: l'ambassadeur Tim Guldimann, chef de la Mission de l'OSCE en Croatie, qui est, après celle du Kosovo, l'une des plus importantes (elle dépasse 200 membres), l'ambassadeur Gérard Stoudmann, directeur de l'*Office for Democratic Institutions and Human Rights* (ODIHR) à Varsovie.

L'OSCE, avec une quarantaine de collaborateurs internationaux (je suis actuellement le seul Suisse), joue un rôle central dans la vie politique de l'Albanie. Au mois d'octobre 1998, par exemple, une constitution a été approuvée grâce aux efforts de la «Présence de l'OSCE en Albanie», pour respecter l'appellation officielle de la Mission.

J'ai donc été envoyé pour une première mission dans une petite ville du nord de l'Albanie, qui s'appelle Bajram Curri, où, avec quelques collègues, nous avons ouvert un bureau, au mois de mars 1998. C'est la région la plus pauvre de l'Albanie qui est, elle-même, le pays le plus pauvre d'Europe. Restée complètement fermée à toute influence extérieure et à tout développement, elle est peuplée de montagnards qui ont un mode de vie particulièrement rude, archaïque, moyenâgeux, terrifiant à bien des égards.

Une véritable guerre...

Dès le mois d'avril 1998, une véritable guerre commence entre les forces yougoslaves et les combattants de l'Armée de libération du Kosovo (ALK), qui font des incursions régulières au Kosovo, à partir du territoire albanais. Les Serbes ont «nettoyé» la région et créé

[1] *Pierre Maurer, licencié en sociologie et docteur en histoire, est actuellement observateur de l'O.S.C.E. en Albanie. Ce texte reprend les points principaux de la conférence qu'il a présentée à Saint-Ursanne, le 19 mars 1999, à l'assemblée générale 1999 de la Société cantonale jurassienne des officiers.*

un «cordon sanitaire» entre la frontière albanaise et la route parallèle à celle-ci, qui joint les villes de Djakovica et de Pec, soit une zone de 60 km en largeur sur 15 km en profondeur. Quelque 40000 personnes habitaient dans cette région, aujourd'hui complètement déserte où il y a surtout des villages, mais aussi deux petites villes, Decan et Junik. Tous les villages ont été touchés, la plupart des maisons détruites et brûlées.

On a vu dans la vallée jusqu'à 25 incendies simultanés mais, le plus souvent, 4 ou 5, cela pratiquement tous les jours pendant cinq mois. Notre travail consiste à observer avec des lunettes d'approche, à noter le lieu, l'heure et tous les mouvements militaires que l'on peut observer. Quand la météo est bonne, on voit très loin au Kosovo, car la frontière passe souvent par le sommet des montagnes.

Il y a eu de véritables batailles, les Yougoslaves engageant de l'infanterie, des blindés (j'ai vu jusqu'à 11 chars simultanément en action), des lances-mines et bien d'autres moyens militaires. Ils utilisent seulement des hélicoptères, pas des avions; de nombreux réfugies nous disent avoir vu tirer à partir d'hélicoptères, également à partir d'un hélicoptère médical mais, ceci, nous n'avons pas pu le vérifier. L'ALK répond avec des tirs de *Kalachnikov*; on est parfois si près qu'on peut voir la lueur rouge sur les cache-flamme des canons...On s'est trouvé plusieurs fois sur les lignes de tir de l'ALK et des soldats yougoslaves.

Le chef de la présence de l'OSCE, l'ambassadeur Daan Everts (à droite), rend visite à des réfugiés à Kukes, en compagnie de Knut Vollebaek, ministre des affaires étrangères de Norvège, actuellement à la tête de l'OSCE.

Le plus impressionnant a été de voir, au mois d'août 1998, la chute de Junik, la dernière poche de résistance de l'ALK au Kosovo, ce qui marquait le début de la débandade des Kosovars qui, jusque-là, tenaient jusqu'à 40% du territoire sous leur contrôle. Les combattants de l'ALK se retirent en Albanie et rejoignent en masse les pays d'où ils sont venus, en particulier l'Allemagne et la Suisse. La bataille de Junik, qui a duré trois jours, a été absolument terrible. On a vu, par exemple, des tirs serbes sur des positions des Kosovars, les obus éclatant au moment où ils arrivent au-dessus d'une dizaine de combattants kosovars, qui ont certainement tous été tués. Quoi qu'il en soit, ils ont immédiatement cessé de tirer...

Le quatrième jour, les combats cessent et un énorme nuage de fumée, de 500 m de haut sur 3 km de large, coupe l'horizon, ce qui rend la ville totalement invisible pendant 24 heures. Combien de personnes ont perdu la vie pendant ces trois jours, impossible de le savoir! Certainement des Serbes et plusieurs dizaines de Kosovars.

Quelques jours auparavant, un fort groupe de Kosovars, dans une manœuvre de grande envergure, pénètre sur le territoire du Kosovo, mais tombe dans une embuscade. Complètement désorganisé, il se replie en Albanie. Ce jour-là aussi, il y a de nombreux morts et blessés. Les incidents de frontière sont nombreux, dont plusieurs violations de l'espace aérien albanais: il est souvent difficile de savoir ce qui s'est réellement passé.

Les réfugiés parlent de mines posées, un peu partout le long de la frontière. Plusieurs per-

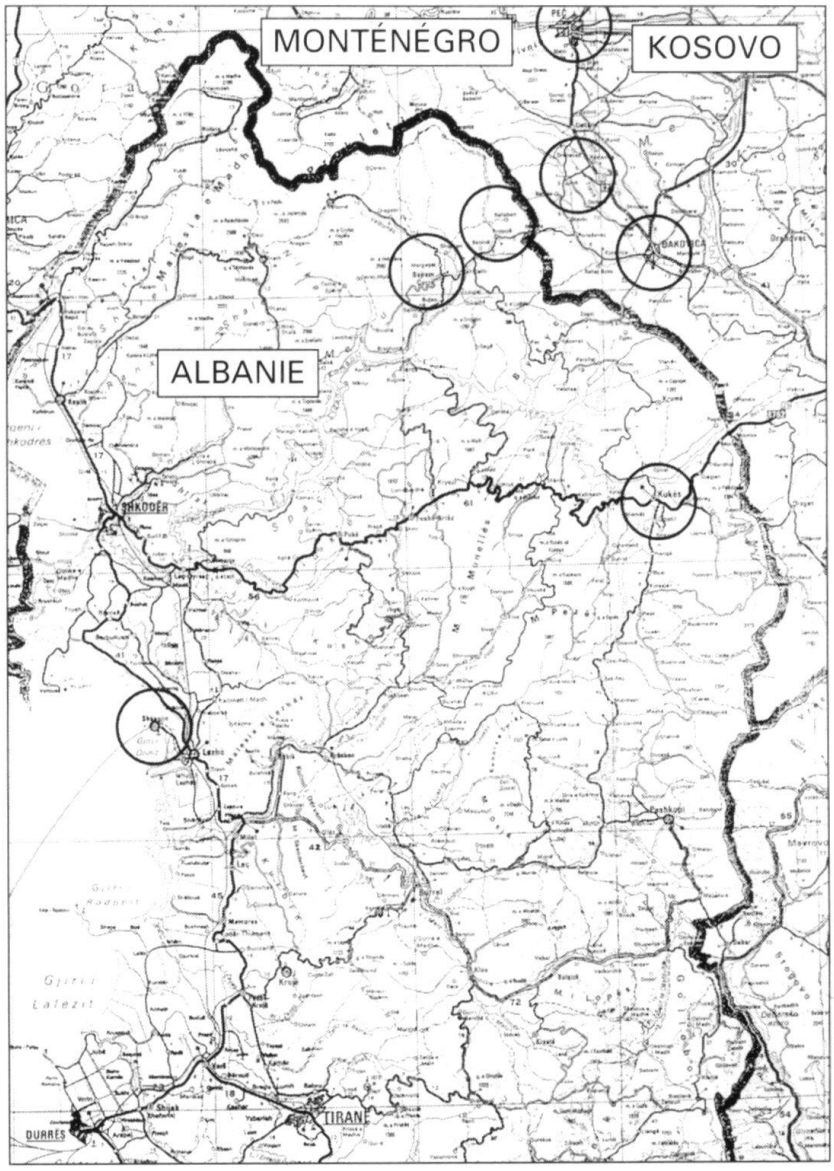
sonnes en sont mortes, particulièrement dans le district de Has, plus à l'Est, en direction de la ville de Kukes. Pour notre part, nous n'en avons vu qu'une fois à la frontière avec le Monténégro: deux mines, actionnées par un fil tendu entre deux arbres, posées à quelque 20 m de la frontière.

Des déserteurs de l'armée yougoslave nous sont remis par l'ALK, devant les caméras de la télévision. Nous leur sauvons la vie en les protégeant et en les emmenant discrètement à Tirana où ils sont pris en charge par les autorités albanaises, qui les remettent au Haut commissariat pour les réfugiés.

Les réfugiés

Un beau matin du mois de juillet 1998, nous rencontrons des milliers de réfugiés en provenance du Kosovo, qui, dans des conditions inimaginables,

La détresse des réfugiés est lisible sur leur visage.



descendent de la montagne. Beaucoup ont erré plusieurs semaines et ils viennent de marcher durant trois jours. Ils sont épuisés, assoiffés. Ce sont surtout des femmes, des enfants et des vieillards. Il y a des malades, des blessés. Des vieux sont juchés sur des mulets. C'est un spectacle hallucinant de désolation. Plusieurs personnes sont mortes en route, trois enfants sont nés, en chemin, dans la forêt. Il y a ainsi environ 15000 personnes qui arrivent en Albanie, dans le dénuement le plus total. Une deuxième vague de 10000 personnes va suivre, trois mois plus tard, en provenance cette fois du Monténégro. Le Haut commissariat pour les réfugiés (UNHCR), qui vient d'arriver, ne dispose que d'un collaborateur sur place !

Les Kosovars sont hébergés par leurs «frères» albanais mais, au bout de 3-4 jours, il n'y a plus de nourriture. Les Albanais de la région, montrant alors leur vrai visage, profitent

de la situation d'une manière inimaginable: les réfugiés kosovars, qui ont tout perdu, doivent payer une location exorbitante (300-400 marks pour deux chambres minables); tout leur est facturé plus cher que le prix normal. Rares sont les parents kosovars qui ont le courage d'envoyer leurs enfants à l'école; dans les écoles maternelles, il n'y a aucun petit Kosovar. Aucune activité économique n'est possible pour les nouveaux arrivants, par exemple vendre quelque chose au marché: aucun n'ose même y songer. Même s'il y a des exceptions, voilà le comportement habituel des habitants du district de Tropoja envers «leurs frères» réfugiés.

On a également observé plusieurs cas de «vengeances par le sang». De nombreuses familles ont été séparées par l'histoire, et les liens coupés pendant cinquante ans. Il fallait quatre mois pour envoyer une lettre et recevoir une réponse depuis un village situé à quelques kilomètres, au-delà de la frontière. Certaines histoires de familles sont réglées dans le sang, après toutes ces années de séparation!

A cause de ces conditions insupportables, les réfugiés se déplacent progressivement vers d'autres parties de l'Albanie, surtout avec l'arrivée de l'automne et des premiers froids. Sur les 15000 réfugiés arrivés dans la région de Bajram Curri, seuls quelque 500 d'entre eux sont restés, les plus pauvres, qui n'ont pas les moyens de s'en aller ailleurs; ils survivent dans cette région, où la situation est tellement dangereuse que les organisations internationales n'osent pas s'y aventurer pour distribuer de la nourriture.

Véhicule militaire suisse, utilisé par l'Armée de libération du Kosovo, ici à 5 km à vol d'oiseau de la frontière.

L'Armée de libération du Kosovo

Nous avons suivi la formation et l'instruction de groupes de combattants de l'ALK, venus d'Occident, dans plusieurs camps d'entraînement où nous nous sommes rendus à plusieurs reprises. L'armement de ces combattants est souvent fantaisiste. Les armes sont en vente au village de Tropoja où l'on peut tout acheter: gilets pare-balles, grenades, *Kalachnikov*, fusils à lunette, mines antichars, munitions de tous calibres, mais aussi des engins plus «sérieux» comme des lance-mines ou des mitrailleuses DCA de gros calibre. L'offre est illimitée, puisque tout ce matériel a été volé dans les entrepôts de l'armée albanaise pendant la guerre civile de mars 1997. Il y a aussi des «antiquités» de la dernière guerre mondiale, ainsi que des armes complètement hors d'usage. Il semble que des armes arrivent, par camions entiers, de l'intérieur du pays...

Le plus étonnant, c'est que ces combattants de l'ALK portent des uniformes allemands ou néerlandais, le plus souvent l'ancienne tenue d'assaut de l'armée suisse. Renseignement pris auprès des autorités fédérales: il n'y a aucun problème, car il s'agit de stocks qui ont été achetés en toute légalité en Suisse. Même réaction à propos de quelques véhicules de l'armée suisse identifiés dans le coin. J'ai aussi vu de nombreux fusils d'assaut de notre armée. Cela, c'est évidemment autre chose...

Ces combattants, qui manifestent beaucoup de courage, voire d'inconscience, n'appliquent pas de technique de combat, de tactique, ignorent coordination, discipline, logistique et service sanitaire. Ils semblent animés par un fantasme, celui de constituer une armée régulière et de dépasser le stade de la guérilla et du terrorisme, ce qui est une erreur grossière, vu le rapport des forces en présence: les Serbes sont militairement bien plus puissants.

Les combattants de l'ALK, pour montrer qu'ils sont des soldats, ont d'abord passé la frontière en grandes formations, en colonne par deux, évidemment une absurdité, car c'est le meilleur moyen de se faire repérer par les Serbes. Depuis, ils semblent l'avoir compris et ils ne s'infiltrent plus que par petits groupes.

Comme les réfugiés, les combattants de l'ALK ont subi les vols des Albanais: quatre de leurs véhicules 4 x 4 (presque tous avec des plaques suisses!) ont été attaqués et volés par des bandits. Ils ont donc déménagé leurs camps dans le district voisin de Has et ne conservent que deux petits campements dans la région de Bajram Curri.

La grande faiblesse des Kosovars, ce sont leurs divisions et leur manque de maturité politique. L'ALK, morcelée, comprend de petits groupes incapables de s'organiser, de coordonner et d'unifier leurs efforts. Il n'empêche que ces hommes apprennent vite et que leur volonté de revanche est très forte. A mon avis, ils n'abandonneront pas la lutte armée. Il a fallu un an aux Croates pour créer une armée à partir de rien; il faudra moins de temps à l'ALK pour devenir une force effective. Bientôt, elle sera en mesure d'affronter les Serbes...

Les Kosovars en Suisse

200000 Kosovars résidaient en Suisse au début mai 1999. Beaucoup versent des contributions financières aux mouvements de libération; certains, jugeant que c'est la seule solution dans le contexte du moment, partent se battre dans les rangs de l'ALK. Le 29 avril dernier, un reportage de *Temps présent* suit l'un d'eux, âgé de 43 ans, qui se proclame marxiste-léniniste et admirateur d'Enver Hodja. Il abandonne son travail et part s'engager dans les rangs de l'ALK, laissant en Suisse sa femme et un garçon d'une quinzaine d'années, qui se félicitent de cette décision.

Avant de partir, il s'équipe à ses frais dans un magasin (tenu par des Kosovars?) où l'on vend des uniformes avec la même technique que dans une boutique de mode! Plusieurs de ses compatriotes n'hésitent pas à acheter des véhicules tous terrains civils ou des véhicules de rebut de l'armée suisse, ce qui explique qu'on en retrouve au Kosovo ou en Albanie. Notre Kosovar part avec une dizaine de compagnons, dont six requérants d'asile; aucun n'a fait de service militaire.

En les entendant s'expliquer, on reste songeur face à leur nationalisme virulent. Ne disent-ils pas vouloir mourir pour libérer leur pays et créer une «Grande Albanie», alors qu'en Occident, on en est à la guerre «zéro mort»? Ne faudrait-il pas que les autorités suisses, ne se retranchant pas derrière un juridisme douteux, prennent des mesures pour que nos anciennes tenues d'assaut, que nos vieux camions militaires, nos *Pinzgauer* ne se retrouvent pas en Albanie ou au Kosovo dans d'autres mains que celles des humanitaires? On n'ose imaginer que les départements des affaires étrangères et de la défense voit dans ces exportations d'un genre particulier une politique de coopération compatible avec la neutralité!

Et dire que naguère, de «bonnes âmes» faisaient campagne contre les exportations de *Pilatus* qu'éventuellement on pouvait armer! Elles se demandaient même s'il était admissible de laisser vendre à l'étranger des bicyclettes militaires auxquelles on pourrait accrocher un fusil. Où sont, maintenant les partisans d'une interdiction totale des exportations d'armes?

RMS

Les organisations internationales

Toutes les organisations internationales sont présentes dans le district Bajram Curri, car tout ce beau monde veut réduire la détresse des réfugiés, mais en pratique personne ne peut rien faire. Même si ces organisations représentent une chance unique de développement pour la région, les autochtones préfèrent le profit immédiat: ils attaquent, volent, menacent, détroussent tous ces internationaux, y compris les nombreux journalistes du monde entier, accourus au «front». Presque toutes les voitures des organisations internationales sont volées par des bandits masqués qui, ensuite, roulent tranquillement en ville, sans que rien ne se passe. L'OSCE s'est fait voler pas moins de cinq véhicules!

Un religieux suisse, qui cherche à distribuer 80 tonnes de lait en poudre de la Confédération, se fait agresser et voler son véhicule, deux jours après son arrivée à Bajram Curri. Il va repartir à pied et distribuera finalement son lait dans une autre ville albanaise, à Shkodra. Un ingénieur anglais, de l'organisation OXFAME, discute d'un contrat avec un petit entrepreneur local. Il s'agit de réhabiliter le réseau d'eau en ville (il y a quinze minutes d'eau par jour). Au moment de la signature, l'entrepreneur dit à l'Anglais qu'il ne signera qu'à la seule condition d'avoir l'exclusivité pour tous les contrats futurs et qu'il tuera son partenaire si celui-ci refuse. Inutile de préciser que l'ingénieur anglais va quitter la ville le jour même!

Autre exemple édifiant: toutes les organisations offrent à l'hôpital de Bajram Curri des médicaments à l'intention des réfugiés. Une grande quantité de ces médicaments est détournée et vendue au marché noir à Tirana, avec la complicité des responsables de l'hôpital. L'organisation allemande d'aide au développement, Technische Hilfswerke, après s'être fait voler trois camions – dont un camion de pompiers – réhabilite un immeuble militaire près de l'hôpital de Bajram Curri, afin d'y loger des réfugies. Quand le travail est terminé, aucun réfugié ne peut y pénétrer, parce le propriétaire du terrain (pas de l'immeuble!) s'y oppose, une *Kalashnikov* à la main.

Le Corps suisse d'aide en cas de catastrophe est la seule organisation qui ait réussi à faire quelque chose: après de nombreux déboires et retards, il a réhabilité trois immeubles dans lesquels des réfugiés sont logés, dont une crèche.

La délicate vérité

Il y a des sujets tabous, sur lesquels les médias hésitent à écrire, de peur de réveiller un sentiment xénophobe. Le lancinant problème de la relation entre trafic de drogue et Albano-Kosovars est un de ces dossiers que certains voudraient garder fermés, préférant les rumeurs aux faits.

Oui, les faits sont durs. Oui, 63% des trafiquants interpellés par la police lausannoise l'an dernier étaient des requérants d'asile kosovars ou albanais. Oui, leur renvoi est problématique. Oui, les prisons sont engorgées. Oui, la police est préoccupée devant l'inertie politique.

Mais, à force de taire la vérité, on laisse les pires affabulations circuler. Ce n'est pas en cachant un problème qu'on le résout. Les Suisses sont suffisamment adultes et ouverts pour éviter qu'on doive les protéger d'eux-mêmes. Les Suisses sont suffisamment intelligents, dans leur majorité, pour faire la distinction entre la petite minorité de criminels en provenance d'ex-Yougoslavie et la grande majorité des réfugiés originaires de la même région, honnêtes et désespérés.

A l'heure où la Suisse peine à héberger ceux qui souffrent aujourd'hui dans les camps de Macédoine ou d'Albanie – ceux qui ont vraiment besoin de notre aide –, les autorités ne peuvent continuer à laisser la notion même d'asile politique galvaudée par quelques criminels. Si les centres d'accueil manquent de place pour ces victimes de la guerre, il y a une solution évidente pour en dégager.

David Moginier, *Le Matin* (23.5.99)

Les organisations internationales ont toutes quitté Bajram Curri pour des raisons de sécurité, y compris l'*European Community Monitoring Mission* (ECMM), c'est-à-dire les militaires européens, vêtus de blanc, qui se sont fait connaître en Bosnie, où ils furent surnommés «marchands de glace». Seule l'OSCE est toujours présente et travaille dans des conditions particulièrement difficiles.

Conditions de vie de la population locale

Les conditions de vie de la population locale sont terribles. Le plus grave, c'est l'insécurité; tout le monde est armé, y compris de nombreuses femmes et même des enfants. Chaque homme dort avec sa *Kalachnikov* à ses côtés. Le matin, on quitte sa maison en se disant que c'est peut-être pour la dernière fois. La mort est présente en permanence, elle fait partie de l'ordre des choses, comme le crime qui fait partie de la vie, de la société. Des criminels professionnels connus se promènent en ville avec leurs armes; ils roulent en *Mercedes*. Le soir, il est impossible de sortir, car les tirs en ville sont réguliers. Pratiquement chaque semaine, il y a une mort violente dans une ville d'environ 10000 habitants.

Dans la plupart des cas, ce sont des morts dues à des «vengeances par le sang». A cause de l'absence d'Etat, les gens de la région se réfèrent au «Kanun», un code qui réglait la vie et les conflits au XVIIe siècle. Tout crime doit être vengé par le sang. Le résultat, c'est que les différents clans sont en lutte permanente et que des hommes sont régulièrement tués. On peut admettre que près de la moitié des hommes sont menacés de mort et que la mort arrive un jour, fatalement!

Pour illustrer ces mœurs parfois très étranges, un enterrement auquel j'ai assisté. Un policier de Tropoja, ainsi que deux autres personnes, ont été abattus par des bandits dans une embuscade. Le policer est catholique (la majorité est musulmane) et il est enterré selon le rite catholique local. Il est habillé de son plus bel «habit du dimanche». Il a une cigarette entre les doigts et trois paquets disposés sur sa poitrine. Son corps a été vidé de ses viscères: le travail n'a pas été fait par un médecin, mais par les voisins et amis. Cela permet de garder le corps un ou deux jours de plus avant de l'enterrer. Le plus spectaculaire, c'est qu'au moment de la mise en terre, parents et amis (les hommes uniquement, c'est évident) se mettent à crier, hurler, sauter sur le sol, à s'infliger des douleurs, se tapant violemment sur le ventre, se griffant au visage jusqu'à ce que le sang coule...

Conclusion et épilogue

J'ai découvert, je dois l'avouer, que la «science militaire» est une chose très compliquée, puisque j'ai vu que mes collègues militaires sont rarement d'accord dans leurs analyses et leurs appréciations de situation. Cela requiert une longue expérience et des connaissances dans de très nombreux domaines, pas seulement les armements, la tactique ou la stratégie, mais aussi la météo, la psychologie, la mécanique, la géographie, l'histoire et j'en passe.

Selon moi, la Suisse doit s'engager encore plus dans les affaires internationales; elle a son rôle à jouer. Nous avons des moyens et des talents dans ce pays, que nous devons mettre au service de la paix et de la coopération dans le monde.

Peu de temps après que j'aie parlé à Saint-Ursanne, la situation s'est dégradée sérieusement en Albanie, avec l'arrivée de plus de 350000 réfugiés. L'épisode relaté le 19 mars représentait donc une sorte d'«avant-goût» des énormes difficultés qui se posent désormais à l'Albanie, aux prises avec une crise humanitaire majeure, sans précédent. Les réfugiés ne sont plus, désormais, confinés dans une zone arriérée et primitive du nord du pays, mais répartis sur l'ensemble du territoire. L'ampleur de la crise est telle que l'existence même du pays est en question et que la stabilité de l'ensemble des Balkans est menacée.

P. M.